



15, Quai Lamandé
BP 1146
76063 Le Havre Cedex

ASSOCIATION POUR L'ANIMATION DES FONDATIIONS "DOCTEUR GIBERT"

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

ASSOCIATION POUR L'ANIMATION DES FONDATIONS "DOCTEUR GIBERT"

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 4, route du Bercaill 76560 Héricourt-en-Caux

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'ASSOCIATION POUR L'ANIMATION DES FONDATIONS "DOCTEUR GIBERT",

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION POUR L'ANIMATION DES FONDATIONS "DOCTEUR GIBERT" relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration, dans le rapport moral du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars

Le Havre, le 13/6/2025

Signé par :

883D933330A94D4...

Mickaël COMPAGNON

Associé

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	233 219	202 914	30 305	39 297
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	170 140	169 746	394	2 731
Autres immobilisations incorporelles	24 726	24 636	90	4 702
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	879 849		879 849	879 849
Constructions	32 450 540	17 624 832	14 825 709	15 243 792
Installations techniques, matériel et outillages industriels	5 244 387	4 544 965	699 422	597 455
Autres immobilisations corporelles	4 790 136	3 766 518	1 023 618	846 306
Immobilisations corporelles en cours	233 338		233 338	6 255
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	1 859		1 859	1 859
Autres titres immobilisés	74 603		74 603	74 603
Prêts	39 613		39 613	56 367
Autres immobilisations financières	94 674		94 674	94 674
TOTAL I	44 237 084	26 333 611	17 903 473	17 847 891
Comptes de liaison	II			
Actif circulant				
Stocks et encours	80 266		80 266	112 696
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	6 110 682		6 110 682	5 637 287
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	982 166		982 166	946 059
Valeurs mobilières de placement	421 741		421 741	391 003
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	5 724 995		5 724 995	6 209 563
Charges constatées d'avance	436 222		436 222	478 271
TOTAL III	13 756 073		13 756 073	13 774 878
Frais d'émission des emprunts	IV			
Primes de remboursement des obligations	V			
Écarts de conversion actif	VI			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	57 993 156	26 333 611	31 659 546	31 622 769

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	1 181 089	1 181 089
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	65 749	65 749
Écarts de réévaluation		
Réserves		
- dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	5 741 193	5 165 344
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	597 167	597 167
Autres réserves	5 741 193	5 165 344
Report à nouveau	-30 715	230 847
- dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-1 055 022	-2 066 792
Excédent ou déficit de l'exercice	399 266	336 967
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-431 971	1 587 281
	Situation nette	7 953 749
		7 577 163
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 117 820	994 588
Provisions réglementées	3 068 749	3 068 749
	TOTAL I	12 140 318
	II	11 640 500
Comptes de liaison		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	7 135 095	7 103 364
	TOTAL III	7 135 095
		7 103 364
Provisions		
Provisions pour risques	1 087 488	1 340 069
Provisions pour charges		
	TOTAL IV	1 087 488
		1 340 069
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 596 966	6 270 484
Emprunts et dettes financières diverses	357 641	411 814
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 048 857	985 130
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	3 771 648	3 486 387
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	171 545	39 745
Autres dettes	349 988	345 278
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
	TOTAL V	11 296 645
		11 538 837
Écarts de conversion passif	VI	
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	31 659 546
		31 622 769

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations	1 740	1 440
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Ventes de prestations de services	747 104	753 045
- dont parrainages		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales	744 563	750 045
Produits de tiers financeurs		
Concours publics	32 425 686	32 454 349
- dont concours publics aux activités sociales et médico-sociales	32 380 010	32 415 555
Subventions d'exploitation	64 825	415 079
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	24 035	31 251
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	514 918	69 324
Utilisations des fonds dédiés	383 830	128 328
Autres produits	7 384	55 701
TOTAL I	34 169 523	33 908 517
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	656 824	564 657
Variation de stocks	32 430	-21 140
Autres achats et charges externes	5 332 590	4 908 019
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	2 011 120	1 966 359
Salaires et traitements	16 364 740	16 150 571
Charges sociales	6 987 538	6 444 612
Dotations aux amortissements et dépréciations	1 442 945	1 461 778
Dotations aux provisions	234 818	1 118 723
Reports en fonds dédiés	415 561	591 260
Autres charges	142 560	187 499
TOTAL II	33 621 125	33 372 337
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	548 398	536 180

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits financiers		
Produits financiers de participation	1 735	1 102
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	29 412	377
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	439	
TOTAL III	31 586	1 479
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	242 212	214 091
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	20	14
TOTAL IV	242 231	214 104
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-210 646	-212 625
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	337 752	323 555
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	66 903	243 579
Sur opérations en capital	74 833	70 571
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	141 736	314 151
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	55 668	292 722
Sur opérations en capital	24 555	8 017
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI	80 222	300 739
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	61 513	13 412
Participation des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	34 342 845	34 224 146
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	33 943 579	33 887 180
EXCÉDENT OU DÉFICIT (Total des produits - Total des charges)	399 266	336 967
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociale sous gestion contrôlée	-431 971	1 587 281
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

PRESENTATION GENERALE

L'ASSOCIATION POUR L'ANIMATION DES FONDATIONS « DOCTEUR GIBERT », fondée en 1875, reconnue d'utilité publique le 10 novembre 1899, a pour but de lutter contre les déficiences physiques et/ou mentales de l'enfance, de l'adolescence et/ou de l'adulte quel que soit son âge.

Elle propose son aide à des personnes en difficultés sociales et/ou mentales et/ou physiques.

Elle met à leur disposition les structures, les personnels et/ou les moyens nécessaires pour les accompagner dans leur vie afin notamment de leur permettre d'exister dans le respect de la dignité.

Les structures sont composées de 14 établissements répartis sur le territoire de la Seine Maritime et fonctionnent majoritairement 365 jours par ans et 24 heures sur 24.

Elles sont financées en fonction des spécificités des structures soit par le département de Seine Maritime soit par la Sécurité sociale.

Afin de permettre l'accomplissement de sa mission, au cours de l'exercice 2024, l'Association a eu recours à 1094 salariés représentant 435,05 équivalents temps pleins.

L'association dispose sur 5 sites, de bâtiments soit en pleine propriété soit en location auprès de bailleurs sociaux permettant l'accueil des résidents.

Le site du Havre :

Il est composé de 3 Structures pour enfants et 1 Centre de soins infirmier.

Un Etablissement pour enfants et adolescents polyhandicapé de 24 places, financées par la Sécurité Sociale, offrant une possibilité d'accueil de 11 places en Semi-Internat, 11 places en internat et 2 places d'accueil temporaire ou de répit.

Un Institut Médico Educatif spécialisé dans les troubles du spectre autistique de 18 places, financées par la sécurité sociale, offrant une possibilité d'accueil de 3 places en Semi-Internat, 13 places en internat et 2 places d'accueil temporaire ou de répit.

Une pouponnière sociale de 21 places, financées par le Département de Seine Maritime.

Un Centre de soins infirmier.

Le site d'Héricourt en Caux :

Il est composé de 5 Structures accueillant des enfants ou des adultes en situation de handicap.

Les structures enfants :

Un Institut Médico Educatif de 15 places, financées par la sécurité sociale, offrant une possibilité d'accueil de 15 places en internat.

Un Etablissement pour enfants et adolescents polyhandicapé de 28 places, financées par la Sécurité Sociale, offrant une possibilité d'accueil de 8 places en Semi-Internat et 20 places en internat.

Un Institut Médico Educatif spécialisé dans les troubles du spectre autistique de 20 places, financées par la sécurité sociale, offrant une possibilité d'accueil de 20 places en internat.

PRESENTATION GENERALE (SUITE)

Les structures adultes :

Un foyer d'accueil médicalisé de 66 places, financées par le département de Seine Maritime pour les frais relatifs à l'hébergement et la Sécurité Sociale pour la partie Soins, offrant une possibilité d'accueil de 64 places en internat et 2 places d'accueil temporaire ou de répit.

Une maison d'accueil spécialisée de 28 places, financées par la sécurité sociale, offrant une possibilité d'accueil de 4 places en Semi-Internat et 24 places en internat.

Le site d'Autigny :

Il est composé de 2 Structures pour adultes

Un foyer d'accueil médicalisé de 54 places, financées par le département de Seine Maritime pour les frais relatifs à l'hébergement et la Sécurité Sociale pour la partie Soins, offrant une possibilité d'accueil de 52 places en internat et 2 places d'accueil temporaire ou de répit.

Un Service d'accueil de jour médicalisé de 8 places, financées par le département de Seine Maritime pour les frais relatifs à l'hébergement et la Sécurité Sociale pour la partie Soins, offrant une possibilité d'accueil de 8 places en semi-internat.

Le site d'Imbleville :

Il est composé de 1 Structures pour adultes

Un foyer d'accueil médicalisé de 41 places, financées par le département de Seine Maritime pour les frais relatifs à l'hébergement et la Sécurité Sociale pour la partie Soins, offrant une possibilité d'accueil de 4 places en semi-internat non médicalisée, 36 places en internat et 1 places d'accueil temporaire ou de répit.

Le site de Tôtes :

Il est composé de 1 Structures pour adultes

Un foyer de vie de 9 places, financées par le département de Seine Maritime, offrant une possibilité d'accueil de 8 places en internat et 1 places d'accueil temporaire ou de répit.

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 31 659 546 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 399 266 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été arrêtés dans le respect des dispositions du plan comptable général approuvé par arrêté ministériel du 08/09/2014, la loi N°83-353 du 30/04/1983 et le décret 83-1020 du 29/11/1983, et conformément aux règlements de l'ANC N°2014-03 du 5 juin 2014 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Du règlement ANC N°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- De l'instruction comptable applicable aux établissements publics hospitaliers (M22 et M22 Bis) aux établissements et services sanitaires, sociaux et médico-sociaux gérés par des organismes privés non lucratif
- Du règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, intégrant l'article 1 du règlement ANC N°2019-04 et le règlement ANC N°2020-08
- De l'instruction N° DGAS/SDB/2007/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et à certains mécanismes comptables applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux Privés et organismes gestionnaires
- De l'arrêté du 12 novembre 2008 Ministère du travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires
- Des contraintes particulières imposées par les organismes financeurs dans le cadre de la fixation de certains tarifs de prestations
- De l'arrêté du 14 décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles

Les comptes obligatoirement ouverts dans la comptabilité des établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles sont ceux prévus dans le plan comptable relevant de ce dit-code.

Les règles comptables applicables aux associations ou fondations gestionnaires des établissements et services privés sociaux et médico-sociaux et les règles budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux, divergent sur plusieurs points.

Les principales divergences, identifiées et traitées dans l'avis du Conseil National de la Comptabilité du 4 mai 2007 sont les suivantes :

- Dettes pour congés à payer et autres droits acquis par les salariés,
- Provisions réglementées prévues dans les règles budgétaires,
- Application des règlements N°2002-10 et N°2004-06 du CRC,
- Méthode de comptabilisation par composants/amortissements dérogatoires
- Charges à répartir,
- Harmonisation entre le plan de comptes des établissements et services privés sociaux et médico-sociaux et le plan de comptes des règlements N°99-01 et N°99-03 du CRC

L'avis s'applique à l'ensemble des établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R.314-1 du code de l'action sociale et des familles qui appliquent désormais conformément à l'article R.314-81 du code précité, l'instruction budgétaire et comptable M22.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

L'association a obtenu la validation et le financement de son projet de restructuration de son pôle enfance à Héricourt en Caux par l'ARS début 2022. Toutefois, face à la hausse des coûts des matériaux et des taux d'intérêts, la construction et la rénovation n'ont toujours pas été lancés au 31/12/2024.

L'association a obtenu la validation et le financement de son projet de reconstruction de l'établissement de Chantecler par le Département de Seine Maritime. Toutefois, face à la hausse des coûts des matériaux et des taux d'intérêts, la construction n'a toujours pas été lancée au 31/12/2024.

L'année 2024 est marquée par une forte hausse du coût des fluides ainsi que des dépenses de restauration, liées à l'inflation. De plus, le développement de nouvelles molécules médicamenteuses transférées du sanitaire au médico social impacte nos établissements très fortement avec des montants importants actuels et à venir non financés complètement de façon pérenne.

Les décisions gouvernementales de revalorisations salariales (augmentation du SMIC, augmentation de la valeur de point, primes SEGUR et LAFORCADE) ont eu un impact fort sur les charges de personnel de l'association depuis 2021. A noter que les primes SEGUR sont dorénavant versées à l'ensemble du personnel depuis le 1er janvier 2024. Le décalage de financement en novembre et décembre 2024 a de nouveau nécessité une vigilance de gestion afin de ne pas être en situation complexe en matière de trésorerie.

La hausse de l'activité ainsi que celle des tarifs ont permis une hausse importante des produits de tarification et ainsi compenser la hausse de la masse salariale.

La loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union Européenne (DDADUE) est entrée en vigueur le 24 avril 2024. A partir de cette date, tout arrêt de travail lié à un accident ou à une maladie, qu'il soit à caractère professionnel ou non, est assimilé à une période de travail pour l'acquisition des congés payés.

De cette Loi, l'association avait calculé et avait comptabilisé dans les comptes 2023, une rétroactivité pour les salariés présents et partis à effet de l'année 2019, soit sur une période de 5 ans.

Pour les salariés partis, une somme de 233 K€ avait été constatée en provision pour risque. Au 31/12/2024, le solde de la provision s'établit à 211 K€.

Pour les salariés présents dans les effectifs au 31/12/2023, une somme de 360 K€ avait été constatée en provision pour congés payés. Au 31/12/2024, ces jours ne sont plus dissociés et sont intégrés dans les compteurs des salariés.

L'association s'est engagée dans une dynamique de formation et professionnalisation dans un contexte particulièrement complexe d'attractivité dans nos secteurs d'activité, la dynamique de management des valeurs a été finalisée en 2024 et ouvre nos réflexions stratégiques du projet Associatif et de contractualisation CPOM avec nos autorités pour 2025 et 2026.

Par un engagement collectif fort des équipes, l'Association a su faire face de nouveau aux défis de forte activité et des ressources professionnelles manquantes par une politique de prudence budgétaire et de maîtrise des engagements dans une esprit de transparence avec nos financeurs.

Événements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

- | | |
|---------------------------------------|-----------------|
| • Immobilisations incorporelles | de 1 à 10 ans, |
| • Immobilisations corporelles | |
| ◦ Constructions et aménagements | de 10 à 75 ans, |
| ◦ Matériels et outillages | de 1 à 30 ans, |
| ◦ Matériels de transport | de 5 à 10 ans, |
| ◦ Matériels de bureau et informatique | de 1 à 20 ans, |
| ◦ Mobilier | de 2 à 20 ans. |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

Provision pour risques et charges

Une provision pour risques et charges a été constituée à la clôture de l'exercice à hauteur de 234.818 euros. Une reprise de provision pour risques et charges a été constatée à la clôture de l'exercice à hauteur de 487.399 euros.
Le solde au 31/12/2024 s'élève à 1.087.488 euros.

Engagements de départ à la retraite

Une provision pour départ en retraite a été constituée dans le cadre des Etablissements de l'association GIBERT, en accord avec les différents financeurs, cependant ce montant ne couvre que partiellement l'ensemble des engagements.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés en fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenue sont les suivantes

- Taux d'actualisation : 3,37 %
- Taux de rotation pour les Non-Cadres et Cadres : 2 %
- Hausse annuelle des salaires : 2 %
- Age de départ à la retraite
 - o Pour les Non-Cadres : 64 ans
 - o Pour les Cadres : 64 ans
- La probabilité de vie à l'âge de départ en retraite est calculée en référence aux tables des indices INSEE 2018

L'indemnité de départ en retraite est déterminée selon les dispositions de la Convention collective nationale des établissements privés d'hospitalisation, de soins, de cure et de garde à but non lucratif du 31 octobre 1951.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 1 540 638 euros.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 7.135.095 euros

Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit.

Ceci correspond à :

- . Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- . Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- . Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

L'association n'a pas bénéficié de contributions volontaires en nature à l'exception des temps passés par les membres du bureau pour les différentes réunions annuelles.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Rémunération du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes provisionnés conformément à la lettre de mission en vigueur s'élèvent à 38.290 € HT et sont exclusivement relatifs à la mission de contrôle légal des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Rémunérations versées à certains dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations pour l'exercice clos le 31/12/2024 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 380.613 euros.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement	233 219		
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	216 575		
TOTAL	449 793		
Terrains :	879 849		
Constructions :	17 018 638		303 236
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions	14 989 200		299 191
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage	5 807 628		308 957
- Générales, agencements et aménagements divers	625 859		75 853
Matériel :			
- De transport	1 715 939		233 235
- De bureau et informatique, mobilier	2 723 556		70 982
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	6 255		233 338
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	43 766 924		1 524 792
Participations évaluées par mise en équivalence			
- Participations	1 859		
Autres :			
- Titres immobilisés	74 603		
Prêts et autres immobilisations financières	151 041		
TOTAL	227 503		
TOTAL GENERAL	44 444 220		1 524 792
CADRE B	Diminutions		Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession	Valeur brute des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			233 219
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles		21 709	194 866
TOTAL		21 709	428 084
Terrains :			879 849
Constructions :		3 025	17 318 849
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Gales, agencets et aménagt. const.		156 700	15 131 691
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage		872 197	5 244 387
- Gales, agencets et aménagt. divers		5 740	695 972
Matériel :			
- De transport		4 457	1 944 717
- De bureau et informatique, mobilier		645 091	2 149 447
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	6 255		233 338
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	6 255	1 687 210	43 598 250
Participations évaluées par mise en équivalence			
- Participations			1 859
Autres :			
- Titres immobilisés			74 603
Prêts et autres immobilisations financières		16 754	134 287
TOTAL		16 754	210 749
TOTAL GENERAL	6 255	1 725 673	44 237 084

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice		Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice	
Frais d'établissement et développement		193 922	8 992		202 914	
Donations temporaires d'usufruit						
Autres postes d'immobilisations incorporelles		209 141	6 950	21 709	194 382	
TOTAL		403 063	15 942	21 709	397 296	
Terrains						
Constructions - Sur sol propre		7 652 296	443 165	2 738	8 092 723	
- Sur sol d'autrui						
Installations générales, agencements et aménagements des constructions		9 111 749	574 042	153 682	9 532 109	
Installations techniques, matériel et outillage industriel		5 210 172	207 052	872 259	4 544 965	
Installations générales, agencements et aménagements divers		342 942	18 540	5 740	355 742	
Matériel de transport		1 425 265	92 057	4 457	1 512 865	
Matériel de bureau et informatique, mobilier		2 450 841	92 148	645 078	1 897 911	
Emballages récupérables et divers						
TOTAL		26 193 265	1 427 004	1 683 955	25 936 315	
TOTAL GÉNÉRAL		26 596 328	1 442 946	1 705 664	26 333 611	
CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires		Dotations			Reprises	Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel
Frais d'établissement et dvp.						
Donations temporaires d'usufruit						
Autres postes d'immo. incorp.						
TOTAL						
Terrains						
Constructions - Sur sol propre						
- Sur sol d'autrui						
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.						
Inst. tech. mat. et outil. indus.						
Inst. gales, agenc. et aménag. divers						
Matériel de transport						
Mat. de bureau et info. mob.						
Emballages récup. et divers						
TOTAL						
Frais d'acq. de titres de particip.						
TOTAL GÉNÉRAL						
DOTATIONS NON VENTILÉES		REPRISES NON VENTILÉES		TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ		
CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices		Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice	
Frais d'émission d'emprunts à étaler						
Primes de remboursement des obligations						

Etat des provisions et dépréciations

		Montant début exercice	Augmentation Dotations ex.	Diminutions : reprises ex. Utilisées	Non utilisées	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées						
Provisions pour investissements						
Provisions relatives aux stocks						
Provisions relatives aux éléments d'actif						
Amortissements dérogatoires						
Autres provisions réglementées		3 068 749				3 068 749
TOTAL I		3 068 749				3 068 749
Provisions pour risques et charges						
Provisions pour risques	- litiges					
	- amendes et pénalités					
	- pertes de change					
	- risque d'emploi					
	- autres	1 340 069	234 818	487 399		1 087 488
Provisions pour charges sur legs ou donations						
Provisions pour pensions et obligations similaires						
Provisions pour impôts						
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices						
Autres provisions pour risques et charges						
TOTAL II		1 340 069	234 818	487 399		1 087 488
Provisions pour dépréciations						
Immobilisations	- incorporelles					
	- corporelles					
	- Sur biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
	- Titres mis en équivalence					
	- Titres de participation					
	- autres immobilisations financières					
Sur stocks et en-cours						
Sur comptes clients						
Sur comptes de confédérations, fédérations, unions, entités affiliées						
Sur créances reçues par legs ou donations						
Autres dépréciations						
Total III						
TOTAL GENERAL (I+II+III)		4 408 817	234 818	487 399		4 156 236
Dont dotations et reprises :			234 818	487 399		
- d'exploitation						
- financières						
- exceptionnelles						

Etat des créances

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	39 613		39 613
Autres immobilisations financières	94 674		94 674
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	6 110 682	6 110 682	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	85 945	85 945	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	221 331	221 331	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	73 224	73 224	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	601 666	601 666	
Charges constatées d'avance	436 222	436 222	
	TOTAL	7 529 070	134 287
(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice	16 754		

Etat des dettes

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit : <div>- A 1 an max. à l'origine</div> <div>- A plus d'1 an à l'origine</div>	5 596 966	678 047	2 028 662	2 890 257
Emprunts et dettes financières diverses	357 641	57 387	199 604	100 650
Fournisseurs et comptes rattachés	1 048 857	1 048 857		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	1 773 812	1 773 812		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	1 245 102	1 245 102		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	752 733	752 733		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	171 545	171 545		
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	349 988	349 988		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	11 296 645	6 077 472	2 228 266	2 990 907
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	727 514			

Variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	1 181 089				1 181 089
Fonds propres avec droit de reprise	65 749				65 749
Ecart de réévaluation					
Réserves	5 762 512		598 529	22 680	6 338 360
- Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	5 165 344		598 529	22 680	5 741 193
Report à nouveau	230 847	336 967		598 529	-30 715
- Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-2 062 690	1 587 281		579 613	-1 055 022
Excédent ou déficit de l'exercice	336 967	-336 967	399 266		399 266
Situation nette	7 577 163		997 795	621 209	7 953 749
- Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	1 587 281	-1 587 281	-431 971		-431 971
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	994 588		198 065	74 833	1 117 820
Provisions réglementées	3 068 749				3 068 749
TOTAL	11 640 500		1 195 860	696 042	12 140 318

Tableau de mouvements des subventions d'investissement

Nature des subventions	Affectation	Montant à l'origine	Report au résultat de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
ETAT		222 022	10 147	211 875
DEPARTEMENT	198 065	778 605	63 670	913 000
COMMUNES		11 276	1 016	10 260
AUTRES SUBVENTIONS		-17 315		-17 315
TOTAL	198 065	994 588	74 833	1 117 820

Variation des fonds dédiés - Ressources liées à la générosité du public

Ressources liées à la générosité du public	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembour.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
ESMS	41 841	10 479	5 970			46 350	
HORS ESMS	58 979		713			58 266	
TOTAL	100 820	10 479	6 683			104 616	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif

(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

Variation des fonds dédiés - Subventions d'exploitation

Subventions d'exploitation	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Montant global	Utilisations		À la clôture de l'exercice	
				dont rembours.	Transferts (1)	Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
INVESTISSEMENT ESMS	5 935 558	246 211	91 064		124 663	6 215 368	
INVESTISSEMENT HORS ESMS	234 523					234 523	
AUTRES SUBV ESMS	817 063	158 871	286 084		-124 663	565 187	
TOTAL	6 987 144	405 082	377 148			7 015 078	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

Variation des fonds dédiés - Contributions financières d'autres organismes

Contributions financières d'autres organismes	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations			À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembour.	Transferts (1)	Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
TOTAL ENERGIE	15 400					15 400	
TOTAL	15 400					15 400	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

Variation des fonds dédiés - Contributions financières des autorités

Fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
INVESTISSEMENT ESMS	5 935 558	246 211	91 064		124 663	6 215 368	
AUTRES SUBV ESMS	817 063	158 871	286 084		-124 663	565 187	
TOTAL	6 752 621	405 082	377 148			6 780 555	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

Charges à payer et produits à recevoir

Charge à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	425 032	220 221
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	2 558 052	2 079 525
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	38 181	43 701
Instruments de trésorerie		
TOTAL	3 021 265	2 343 448

Commentaire

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances clients, usagers et comptes rattachés	68 010	442 056
Créances reçues par legs ou donations		
Autres	418 869	261 610
Valeurs mobilières de placement		
Instruments de trésorerie		
Disponibilités		
TOTAL	486 879	703 666

Suivi des réserves pour projets de l'entité

	31/12/2023	Affectation	Augmentation	Diminution	31/12/2024
Reserves pour projets de l'entité	597 167,42 €				597 167,42 €
Centre Georges Ancel	70 372,84 €				70 372,84 €
Siège	526 794,58 €				526 794,58 €

Résultat en instance d'affectation

	Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	Dont affectés par une notification des autorités de tarification	Dont non affectés par une notification des autorités de tarification
Réserves	5 741 193	5 741 193	0
Report à nouveau	-1 055 022	-718 055	-336 967
Excédent ou déficit de l'exercice	-431 971		-431 971
TOTAL	4 254 200	5 023 138	-768 938

Détail du résultat financier

Compte de résultat	Solde		Variation	
	31/12/2024	31/12/2023	Montant	%
Produits financiers				
Produits financiers de participation	1 735.02	1 101.98	633.04	57.44
7610000 Produits des participations	1 735.02	1 101.98	633.04	57.44
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	29 412.34	377.21	29 035.13	+1 000.00
7680000 Autres produits financiers	29 412.34	377.21	29 035.13	+1 000.00
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	438.54		438.54	-
7670000 Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	438.54		438.54	-
TOTAL III	31 585.90	1 479.19	30 106.71	2 035.35
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées	242 211.99	214 090.53	28 121.46	13.14
6611000 Intérêts des emprunts et dettes	232 126.80	202 390.50	29 736.10	14.69
6615000 Intérêts des comptes courants et des dépôts créditeurs		1 117.02	-1 117.02	-100.00
6618000 Intérêts des autres dettes	10 085.39	10 583.01	-497.62	-4.71
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	19.50	13.50	6.00	42.86
6670000 Charg.nettes/ces.val.mob	19.50	13.50	6.00	42.86
TOTAL IV	242 231.49	214 104.03	28 127.46	13.14
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-210 645.59	-212 624.84	1 979.25	-0.93

Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation		
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL			
Commentaire			

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation	58 350	35 666
	- Financières	377 872	442 605
	- Exceptionnelles		
TOTAL		436 222	478 271

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	18	
Agents de maîtrise & techniciens	82	
Employés	270	
Ouvriers	66	
Apprentis sous contrat		
TOTAL		436

Tableau de subventions d'exploitation

Subventions	Accordées du 01/01/2024 au 31/12/2024
	①
ARS	20 506 711
DEPARTEMENT	9 795 479
ASE	2 130 320
CENTRE INFIRMIER	58 001
AUTRES SUBVENTIONS	
Total subventions d'exploitation	32 490 511

Résultat effectif global

TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITE	Exercice N	Exercice N-1
RESULTAT COMPTABLE	399 266	336 967
Reprise du résultat antérieur	1 037 839	-242 676
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	1 437 105	94 291
Dont résultat effectif sous gestion propre	831 237	-1 250 314
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	605 868	1 344 605

Détail du résultat exceptionnel

Détail du résultat exceptionnel	Solde		Variation	
	31/12/2024	31/12/2023	Montant	%
Produits Exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	66 902.84	243 579.15	-176 676.31	-72.53
7710000 Prod.except./oper.gestion		0.10	-0.10	
7718000 Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	41 034.15	143 231.61	-102 197.46	-71.35
7718001 PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	25 868.69	100 347.44	-74 478.75	-74.22
Produits exceptionnels sur opérations en capital	74 832.90	70 571.40	4 261.50	6.04
7750000 Produits des cessions d'éléments d'actif		2 500.00	-2 500.00	-100.00
7770000 Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'...	74 832.90	68 071.40	6 761.50	9.93
Reprises sur provisions et transferts de charges				
TOTAL DES PRODUITS	141 735.74	314 150.55	-172 414.81	-54.88
Charges Exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	55 667.72	292 722.16	-237 054.44	-80.98
6710000 Charges excep./op.gestion		22 408.12	-22 408.12	-100.00
6712000 Pénalités, amendes fiscales et pénales	21 938.81	541.55	21 397.26	+1 000.00
6718000 Autres charges exceptionnelles sur opération de gestion	40.00	184 652.54	-184 612.54	-99.98
6718001 CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS	33 688.91	85 119.95	-51 431.04	-60.42
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	24 554.59	8 016.69	16 537.90	206.29
6750000 Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	3 256.07		3 256.07	-
6788000 Charges exeptionnelles divers	21 298.52	8 016.69	13 281.83	165.67
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
TOTAL DES CHARGES	80 222.31	300 738.85	-220 516.54	-73.32
RESULTAT EXCEPTIONNEL	61 513.43	13 411.70	48 101.73	358.65

Transferts de charges

	Nature des transferts de charges	Montant
AVANTAGE EN NATURE		4 839
	Total	4 839

ENGAGEMENT HORS BILAN

Banques	Nom de l'emprunt	Credit accordé	Capital restant dû	Garanties
CREDIT MUTUEL	PRÊT IMMO. PROF. LOCATIF	350 000,00 €	107 332,64 €	Cauton solidaire CONSEIL GENERAL DE SEINE MARITIME 350 000,00 € (*) (*) Montant garanti à l'origine, dans la limite de la créance restant due
CIC	PRÊT PROFESSIONNEL	391 049,37 €	124 017,87 €	Cauton solidaire 30% Contre garanti par organisme cde caution SOGAMA
CREDIT COOPERATIF	PRÊT N°001082C	2 635 429,00 €	449 479,37 €	Cauton personne morale COMMUNE DE LE HAVRE 989 693,32 €
CREDIT COOPERATIF	PRÊT N°001684C	828 330,00 €	140 932,86 €	Cauton personne morale CONSEIL GENERAL 76 294 619,00 €
CAISSE D'EPARGNE	PRÊT N°5256305	199 500,00 €	128 625,00 €	Cauton personne morale COMMUNE DE TOTES 80 062,50 €
CAISSE D'EPARGNE	PRÊT N°5235759	250 000,00 €	184 723,36 €	Cauton sté caution (convention) CEGC 183 466,86 €
CAISSE D'EPARGNE	PRÊT N°4629972	1 415 200,00 €	674 989,99 €	Promesse affectation hypothécaire 1 415 200,00 € + Cauton sté caution (convention) CEGC 183 466,86 €
CAISSE D'EPARGNE	PRÊT N°4630000	484 500,00 €	82 336,19 €	Cauton sté caution (convention) CEGC 109 402,07 €
CAISSE DES DEPOTS	CDC - 1167591 - EMP. FISICNE	214 000,00 €	79 883,28 €	Garantie : Département de la Seine Maritime (76) pour un montant de 214 000€ conformément à la délibération du 29 novembre 2009
CAISSE DES DEPOTS	CDC - 1178092 - EMP. FAM CONSTRUCT	3 000 000,00 €	937 500,00 €	Garantie : Département de la Seine Maritime (76) pour un montant de 3 000 000€ conformément à la délibération du 05 juillet 2010
CAISSE DES DEPOTS	CDC - 1178095 - EMP. FAM EQUIP	481 665,00 €	- €	Garantie : Département de la Seine Maritime (76) pour un montant de 481 665€ conformément à la délibération du 05 juillet 2010
CAISSE DES DEPOTS	CDC - 17203 - EMP. MAS	3 573 000,00 €	2 507 157,93 €	Garantie : cautionnement SOGAMA CREDIT ASSOCIATIF
CARSAT	EMPRUNT CARSAT B8D	1 008 502,00 €	355 945,00 €	En cautionnement du remboursement du prêt susmentionné, le Conseil Général de Seine Maritime lors de sa délibération du 18 octobre 2010 a accordé sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement de l'emprunt de 1 008 502€ consenti par le CARSAT Normandie
CRAM	EMPRUNT HAUTES EAUX CRAM	73 455,00	1 696,18	Non significatif
		13 874 128,37 €	5 954 579,85 €	

